



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **AFFAIRES MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES DANS LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

**(Direction du Trésor, 1929-1987)**

**Répertoire méthodique détaillé**

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Emissions et circulation monétaires.....	<a href="#">7</a>
Fonds et sociétés de crédit.....	<a href="#">8</a>
Dossiers thématiques.....	<a href="#">9</a>
Statut des territoires.....	<a href="#">11</a>
Sociétés d'équipement.....	<a href="#">11</a>
Sociétés immobilières.....	<a href="#">12</a>

**Référence**

B-0081790/1 - B-0081819/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Affaires monétaires et financières dans les départements et territoires d'outre-mer.

**Dates extrêmes**

1929-1987

**Noms des principaux producteurs**

Direction du Trésor, bureau C4 (départements et territoires d'outre-mer).

**Importance matérielle**

30 boîtes soit 3,60 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

Anglais

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement du 30 mai 1989 portant la référence PH 172/89.

**Historique du producteur**

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises

nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Ubifrance, agence française de développement, etc.).

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont éliminés.

### **Mode de classement**

Thématique.

### **Présentation du contenu**

Les départements d'outre-mer (DOM) étaient des collectivités territoriales intégrées à la République française au même titre que les départements ou régions de la France métropolitaine. Les territoires d'outre-mer (TOM) étaient quant à eux un type de collectivité française d'outre-mer créé en 1946 avec l'Union française. En 1958, la plupart des territoires d'outre-mer deviennent des États membres de la Communauté française avant de devenir

indépendants au moment de la décolonisation de l'Afrique. Le statut de territoire d'outre-mer perdure toutefois jusqu'en 2003 où les TOM restants deviennent des collectivités d'outre-mer.

La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 abolit la notion de territoire d'outre-mer et crée deux catégories juridiques pour la France d'outre-mer, en plus du statut spécifique de la Nouvelle-Calédonie : les départements et régions d'outre-mer (DROM), régis par l'article 73 de la Constitution qui prévoit que « les lois et règlements [y] sont applicables de plein droit » mais que des adaptations sont possibles en raison des « caractéristiques et contraintes particulières » de ces territoires ; les collectivités d'outre-mer (COM), régies par l'article 74 de la Constitution qui prévoit que le statut de chaque COM est fixé par une loi organique qui prévoit notamment « les conditions dans lesquelles les lois et règlements y sont applicables ».

Les archives qui constituent ce versement concernent la gestion financière et monétaire des départements et territoires d'outre-mer, ainsi que le financement de leur aménagement. On y trouve des dossiers relatifs à la monnaie (réforme monétaire, introduction du nouveau franc, circulation fiduciaire, fonctionnement de l'Institut d'émission d'outre-mer), à l'organisation bancaire et aux activités des établissements de crédit, à l'organisation administrative et politique des départements d'outre-mer, à l'aménagement et à l'équipement des territoires (notamment par les investissements du Fonds de développement économique et social), au suivi des sociétés d'aide technique et de coopération (en particulier la SATEC) et des sociétés immobilières.

### **Indexation**

Monnaie

Etablissement de crédit

Aménagement du territoire

Immobilier

**B-0081790/1 – B-0081795/1, B-0081807/1**

Émissions et circulation monétaires.

1949-1987

**B-0081790/1**

Réforme monétaire : notes (notamment sur le projet de décret modifiant les statuts de l'institut d'émission des départements d'outre-mer), décrets, rapports (notamment sur le projet de loi de finances rectificative pour 1974), correspondance, tableaux, projet d'ordonnance, conventions, télégrammes, annexes, affiches, comptes rendus, protocole, textes.

1974-1981

**B-0081791/1, B-0081795/1**

Institut d'émission d'outre-mer (IEOM).

1952-1978

**B-0081791/1**

Notes (notamment sur les modifications des statuts), décrets, correspondance, tableaux, conventions, projet d'ordonnance.

1952-1977

**B-0081795/1**

Notes (notamment sur le redevance sur la circulation fiduciaire, le versement de la contre valeur de billets privés de cours légal), tableaux, correspondance, rapports, arrêtés, projet de convention, fiches de redevance sur la circulation fiduciaire.

1967 -1978

**B-0081791/2**

Approvisionnement de la paierie de Mayotte : notes (notamment sur l'utilisation de la monnaie comorienne pour le règlement des créances publiques), tableaux, télégrammes, rapport.

1981-1984

**B-0081792/1**

Introduction du franc dans les DOM : textes, correspondance, décrets, rapports, notes (notamment de projet de décret relatif à l'introduction du nouveau franc dans les départements d'outre-mer), communiquer, instructions comptables.

1960-1984

**B-0081792/2 - B-0081793/1**

Émission de monnaie métallique à la Réunion.

1958-1987

**B-0081792/2**

Notes (notamment sur le décret n°77-594 du 7 juin 1977 relatif à l'application des tarifs des avocats, notaires et huissiers de justice), tableaux, arrêtés, correspondance.

1963-1977

**B-0081793/1**

Tableaux, note (notamment sur l'approvisionnement en pièce 10, 20 et 100 francs), correspondance.

1958-1987

**B-0081794/1**

Circulation fiduciaire dans les DOM : spécimens de billets, notes (notamment sur les fausses pièces de monnaie), correspondance, tableaux sur la situation de la circulation et des réserves de billets, articles de presse, textes sur l'émission des départements d'outre-mer, rapports, décrets.

1953-1972

**B-0081807/1**

Frais de transport des monnaies Algérie : ordres de paiements, notes, correspondance, tableaux, procès-verbaux d'envoi de fonds. Frais de transport des monnaies des DOM : correspondance, notes, ordres de paiement, procès verbaux d'envoi de fonds.

1949-1964

**B-0081794/2, B-0081796/1 – B-0081804/1, B-0081817/1 - B-0081817/2**

Fonds et sociétés de crédit.

1929-1987

**B0081794/2**

Dotation : textes, notes (notamment sur les modifications des statuts, la représentation au conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer).

1967-1981

**B-0081796/1**

Dettes des anciennes colonies : notes (remboursement des emprunts, vérification des comptes de liquidation), correspondance, tableaux, rapport sur le projet de loi de finances rectificative pour 1975, conventions.

1929-1987

**B-0081797/1**

Organisation bancaire : tableaux, notes (notamment sur le crédit foncier, la situation de la caisse d'épargne), articles de presse, rapport de mission dans les départements d'outre-mer, recueil des règles d'attribution des prêts par les caisses d'épargne, compte rendu, conventions.

1969-1982

**B-0081798/1**

Société de crédit pour le développement des départements d'outre-mer (SOCREDOM) : notes (notamment sur le financement, la situation et les résolutions des engagements, l'organisation interne), annexes, tableaux.

1978-1982

**B-0081798/2, B-0081801/2**

Société de développement régional de la Réunion (SODERE).

1977-1986

**B-0081798/2**

Notes pour le ministre, fiches, articles de presse, compte rendu, tableaux, correspondance, télégrammes, notes.

1983-1986

**B-0081801/2**

Note sur l'application du décret du 20 mai 1976, textes, décisions, rapports (notamment sur la présentation succincte du projet URCOOPA (Union Réunionnaise des Coopératives agricoles), correspondance.

1977-1984

**B-0081799/1**

Caisse centrale financement des investissements publics dans les TOM par la CCCE : notes (notamment sur la dotation de la caisse de la banque d'outre-mer, le financement des opérations infrastructure), rapports (notamment sur le comité des territoires d'outre-mer dal a caisse centrale de coopération économique 1978 et 1979), correspondance.

1950-1981

**B-0081799/2**

Banque populaire : notes, correspondance, statuts de la société de caution mutuelle pour le développement de l'artisanat, règlement intérieur.

1968-1982



**B-0081800/1**

Organisation bancaire : notes (notamment sur la situation des caisses coopératives de crédit de la Martinique), tableaux, correspondance, télégrammes, rapport sur le crédit populaire en Guyane, textes, fiches, statuts.

1960-1984

**B-0081801/1**

Caisse national de crédit : notes (extension de compétence du conseil, nomination de représentants à la commission de contrôle des banques), correspondance, notes pour le ministre, arrêtés.

1960-1984

**B-0081802/1**

Commission de contrôle des banques : correspondance, notes (notamment sur le projet de création d'un système particulier de vente de véhicules par Renault Martinique, les chèques sans provision, les bons de caisse), textes, rapports (notamment sur l'organisation bancaire), articles de presse.

1952-1983

**B-0081803/1**

Incidences de la loi bancaire sur les statuts, fonctionnement des établissements de crédit : rapports (notamment sur le conseil national de crédit et le comité des établissements de crédits, le projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédits), fiches, articles de presse, notes (notamment sur la transformation des sociétés de crédits), correspondance, organigramme, cartes géographique des départements d'outre-mer et des collectivité territoriale, décrets.

1957-1986

**B-0081804/1**

Organisation bancaire : correspondance, tableaux, correspondance, recueil de textes sur la caisse d'équipement, notes (notamment sur la banque française commerciale, l'ouverture d'un guichet permanent à Port-France), comptes rendus. Martinique : notes sur les crédits. Réunion : télégrammes, notes sur l'association française des banques.

1954-1986

**B-0081817/1**

Société de crédit pour le développement de la Martinique (SODEMA) : notes (notamment sur des prises de participation et des prêts participatifs), comptes rendus (notamment sur la création de sociétés de crédit filiales de la Société d'aide technique et de coopération, SATEC), statuts et textes annexes, correspondance, télégrammes.

1968-1981

**B-0081817/2**

Société financière de département de la Réunion (SOFIDER) : notes (notamment sur les modification des statuts, nomination d'un membre du conseil d'administration), télégrammes, correspondance, textes, rapport sur le projet de statuts, curriculum vitae, convention de gestion entre la SATEC et la SOFIDER, annexes.

1977-1982

**B-0081805/1 - B-0081811/1**

Dossiers thématiques.

1948-1986

**B-0081805/1**

Procédure d'aides aux entreprises : notes (notamment sur les avances exceptionnelles de trésorerie dans les DOM, le comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises CODEFI, la mise en place des prêts), télégrammes, correspondance, rapports, comptes rendus, tableaux, annexes, convention.

1980-1986

**B-0081806/1**

Réunion : notes (notamment sur l'autorisation d'emprunt de la chambre de commerce), rapport sur investissements de l'extension portuaires en baie de la possession, comptes rendus, arrêtés, tableaux. Restructurations industrielles : télégrammes, rapports (notamment sur la réunion de travaux), correspondance, notes (notamment sur la situation du groupe Jarnac), annexes.

1981-1984

**B-0081807/2**

Extension de la législative civile, sociale et commerciale dans les DOM : correspondance, notes (notamment sur le projet de décret relatif à l'organisation des transports urbains et de l'institution du versement transport, sur la législation sociale, l'organisation judiciaire, le code civil et la procédure criminelle), compte rendu, tableaux.

1957-1982

**B-0081808/1**

Hôtellerie en Guadeloupe : notes (notamment sur la demande de prime spéciale d'équipement hôtelier, la construction d'hôtels), correspondance, rapports (notamment sur la zone d'aménagement concerté de Pointe Lézard, le support et le fonctionnement juridique), tableaux.

1969-1980

**B-0081808/2**

Comité Interministériel pour l'Aménagement des Structures Industrielles dans les Départements d'Outre-Mer (CIASI DOM) : notes (notamment sur l'extension aux DOM du régime des comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI), demande de prêt de restructuration), correspondance, tableaux, rapports.

1977-1981

**B-0081809/1**

Avantages financiers et fiscaux : notes (notamment sur la prime d'équipement, la prime d'emploi et la prime pour les industries agricoles), textes et instructions, rapport sur les subventions, comptes rendus, tableaux, arrêtés, correspondance.

1961-1981

**B-0081810/1**

Mayotte, investissement public et priorités de développement : notes (notamment sur l'implantation d'une agence de la Société d'aide technique et de coopération (SATEC), le programme d'équipement), comptes rendus, correspondance, plan sur les éléments constitutifs des routes, cartes.

1976-1982

**B-0081810/2 - B-0081810/3**

Nouvelle Calédonie.

1948-1978

**B-0081810/2**

Notes (notamment sur le plan de transports, la route à péage de Nouméa), rapport sur le comité directeur du FIDES, comptes rendus, statuts, tableaux, annexes sur les conditions d'octroi des prêts à long terme.

1970-1978

**B-0081810 /3**

Notes (notamment sur la désignation d'un représentant et d'un suppléant du ministre de l'économie et des finances, les opérations de la caisse centrale de coopération économique, les ex-concessions japonaises en Nouvelle-Calédonie et principalement celles situées dans la région du Diahot).

1948-1971

**B-0081810/4**

Examen du rapport sur la situation et les perspectives d'avenir des organismes à vocation tropicale soumis au contrôle économique et financier.

1974

**B-0081811/1**

Financement des investissements publics par le Fonds de développement économique et social (FDES) à Mayotte : notes (notamment sur l'octroi de prêts, les procédures de mise en place), conventions générale et particulière, dossier d'emprunt société de crédit pour le développement des départements d'outre-mer (SOCREDOM) 1982 intervention financières, tableaux, cartes, correspondance, télégrammes.

1977-1983

**B-0081812/1**

Statut des territoires : textes, notes (notamment sur l'organisation administrative et politique des DOM avant la loi de 1982, l'évolution économique et financière des départements, les missions de l'inspection générale des finances, les comités régionaux des prêts), correspondance, tableaux.

1948-1983

**B-0081813/1 – B-00818115/1, B-0081816/2, B-0081817/1 – B-0081819/1.**

Sociétés d'équipement.

1951-1987

**B-0081813/1**

Statut : notes (notamment sur le projet SARIR et SAGHIR, le contrat de la société d'aide technique et de coopération, SATEC), correspondance, rapport en anglais.

1977-1979

**B-0081814/1 – B-0081815/1, B-0081816/2**

Société d'aide technique et de coopération (SATEC).

1971-1987

**B-0081814/1**

Rapports du conseil d'administration, bilan de l'exercice 1982-1983, notes (notamment sur la liquidation SATEC-SARIR-COFACE), correspondance, rapports (notamment des commissaires aux comptes exercice 1982), fiches, tableaux, compte rendu, rapport d'audit.

1980-1984

**B-0081815/1**

Protocole d'accord, notes (notamment sur la reprise d'activité et la transformation de l'agence de la SODIA à la Réunion en filiale de la Société immobilière du département de la Réunion (SIDR), les résultats de la SODIA), procès verbal, bilan de l'exercice SODIA, comptes rendus, correspondance, statuts, dossier sur la constitution filiale DOM-TOM de SODETEC, rapport et bilan SADEC, conventions, télégrammes, rapport sur l'actualisation de l'audit financier 1984.

1971-1987

**B-0081816/2**

Notes (notamment sur la réorganisation de la SATEC, la situation de trésorerie, la situation financière), projet de procès verbal du conseil d'administration, notes pour le ministre, télégrammes, protocole sur les conditions d'un rapprochement SATEC-SODETEG, tableaux, correspondance, analyse des rapports des ingénieurs-conseils de BNP et des audits comptables et de gestion, compte rendu.

1980-1983

**B-0081816/1, B-0081818/1 - B-0081819/1**

Sociétés immobilières.

1970-1980

**B-0081816/1**

Sociétés immobilières des DOM : notes (notamment sur la prise de participation des collectivités locales au capital des sociétés d'économie mixte, les assurances-incendie), tableaux, compte rendu, correspondance.

1966-1980

**B-0081818/1**

Société immobilière de la Guadeloupe (SIG) : notes (notamment sur la nomination des membres du conseil d'administration et du commissaire aux comptes), décret, correspondance, textes, tableaux, note de synthèse sur le diagnostic de la SIG, compte rendu d'activité 1976, arrêtés, curriculum vitae, ordre du jour.

1951-1984

**B-0081819/1**

Société immobilière de la Martinique (SIMAR) et Société immobilière de la Guyane (SIMAG) : notes (notamment sur les nomination de commissaires aux comptes), arrêtés, statuts, correspondance, statuts, comptes rendus, règlement intérieur, tableaux, curriculum vitae, rapport et annexes sur la partition de la SIMAG.

1955-1984